



Le Togo

Un terrain fertile aux investissements étrangers

Au cours du mois d'octobre 2023, le chef de l'Etat togolais a pris part à deux importants sommets internationaux dédiés à l'investissement sur le continent africain. L'invitation de Faure Gnassingbé à ces sommets n'est pas anodine, car sous son leadership, le président de la République togolaise a réussi à faire de son pays, un terrain fertile à l'investissement ...



PAGE 5

BANQUE



Coris Money

Un nouveau moyen de paiement mobile à l'Université de Kara

Coris Bank met désormais à la disposition des étudiants de l'Université de Kara, certaines facilités liées à la vie académique. Un partenariat entre la filiale togolaise de Coris Bank International (CBI-Togo) et l'Université de Kara permet aux étudiants de bénéficier des services de Coris Money, une solution de paiement ...

PAGE 4

ECONOMIE



Projet d'identification biométrique au Togo

Une visite de terrain de la Banque mondiale pour apprécier la phase d'expérimentation

L'Agence nationale d'identification (Anid) procède depuis quelques jours à la phase expérimentale du projet ...

PAGE 4



Niger

Le Togo et son président demeurent des amis incontestés

L'attitude qu'adoptent le président togolais Faure Gnassingbé et la diplomatie togolaise dans les différentes crises qui secouent le continent africain, vaut au Togo et aux Togolais, la sympathie des autres pays. Au Niger, un pays d'Afrique de l'Ouest qui a connu un coup d'Etat en juillet dernier, les initiatives togolaises sont très appréciées.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Les rideaux sont tombés sur la troisième édition du Marché international de l'artisanat

Les activités, ouvertes depuis le 25 octobre dernier, ont duré 10 jours.

En tout, quelque 800 artisans issus de divers horizons ont animé les différentes activités inscrites au programme.

« Nous fermons les portes de Miato avec une grande satisfaction. Nous avons écoulé nos produits et notre objectif est atteint », a indiqué lors de la cérémonie d'apothéose, le président de l'Union des Chambres régionales des métiers (UCRM), Issa Mohamed, s'exprimant au nom des exposants.

Comme lors des deux précédentes éditions, plusieurs prix spéciaux et trophées ont été décernés aux acteurs marquants.

« L'artisanat est un maillon important de la consommation locale », a souligné pour sa part la ministre en charge du secteur, Rose Mivedor, avant d'inviter les artisans à capitaliser sur les acquis de cette année.

Place désormais aux préparatifs de la quatrième édition, annoncée pour 2024.

REPORTAGE

Semaine de la Santé

L'Ordre national des médecins du Togo rapproche les professionnels de santé de la population

PAGE 11

Éducation / Don de livres

Professeur Gbenouga et les Éditions Continents sèment les graines de la lecture à Aného

« Il n'y pas d'éducation sans manuel scolaire, sans lecture », dit le professeur Martin Dossou Gbenouga. Pour concrétiser sa conception, les Éditions Continents ont soutenu l'initiative éducative du professeur. Il s'est agi d'une remise de 400 œuvres littéraires, cérémonie tenue hier mardi 7 novembre 2023 à Aného, dans la préfecture des Lacs. Une délégation conduite par le professeur Martin Dossou Gbenouga et un responsable ...



PAGE 11



SOMMAIRE

Togo
Droits de l'homme sous l'angle social, acquis et défis



PP 6&7

Changement climatique
Prendre des mesures pour combler le déficit d'adaptation



P 10

Semaine de la Santé
L'Ordre national des médecins du Togo rapproche les professionnels de santé de la population



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

« Grâce au FNFI j'ai débuté mon processus d'autonomisation », dit Amégbézo Kafui, vendeuse de produits d'alimentation générale à Atakpamé

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", votre journal Togo Matin vous conduit à atakpamé pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de madame AMEGBEZO Kafui qui grâce au crédit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) a pu démarrer une activité génératrice de revenus qui renforce jour après jour son autonomie. Reportage...

Atakpamé, quartier Agbonou. C'est ici dans ce quartier populaire de la ville aux sept collines que Kafui vit avec sa famille depuis de nombreuses années. Voulant à tout prix exercer une activité génératrice de revenus pour soutenir son époux dans la prise en charge des besoins de la famille, elle se rend il y a deux ans auprès de COPEC ILLEMA, une microfinance partenaire du FNFI dans la région pour se renseigner davantage sur les conditions d'accès aux produits FNFI. Elle participera alors à plusieurs séances d'informations qui lui ont permis de se rendre compte qu'elle est éligible au crédit APSEF.

"Après avoir assez entendu parler du FNFI, j'ai décidé de voir dans quelles conditions je pouvais moi aussi intégrer le paysage financier. C'est donc après plusieurs séances d'informations sur le FNFI que je me suis rendu compte que j'étais éligible au crédit APSEF. Il m'a

juste fallu me constituer en groupe solidaire avec quelques aînées du quartier, suivre tout le processus nécessaire et nous avons eu droit au crédit APSEF. Après avoir pris successivement 30.000, 40.000 et 50.000 FCFA, je suis actuellement à la dernière tranche du crédit d'un montant de 60.000 FCFA. Comme vous voyez, ces différents crédits m'ont permis de tenir cette petite baraque d'alimentation générale. Les revenus que je dégagne quotidiennement me permettent de rembourser mais aussi d'épargner afin de faire face aux priorités de la vie".

Notre interlocutrice ayant pris conscience du coup de pouce financier que lui a accordé le FNFI, elle nourrit déjà de grandes ambitions de voir son commerce se renforcer, elle espère rembourser assez rapidement le dernier cycle de son crédit afin d'obtenir un crédit plus conséquent. "Mon rêve est de devenir

une grande entrepreneure modèle qui pourra servir de repère aux jeunes de ma localité. Je souhaite devenir une grande commerçante de pagnes de renom, qui vendra non seulement en détail mais aussi en gros. J'ai appris que le FNFI met également en œuvre le produit Nkodédé, destiné aux bénéficiaires fins de cycles des produits qui ont remboursé. Etant donné que je suis un bon élève en termes de remboursements des crédits, je compte une fois mon dernier cycle de crédit remboursé faire la demande afin d'obtenir le crédit Nkodédé. Ceci me permettra de renforcer mon activité de vente de produits d'alimentation générale mais aussi de débiter mon commerce de pagnes ici dans la ville d'Atakpamé."

Kafui ne cache pas que depuis sa rencontre avec le FNFI, elle s'épanouit jour après jour, et pour elle c'est seulement de cette façon qu'elle renforcera son autonomie.



AMEGBEZO Kafui

"Grâce au FNFI j'ai débuté mon processus d'autonomisation et j'invite toutes les personnes qui hésitent encore à se lancer dans ce même processus comme nous de nous rejoindre afin que nous prenions tous ensemble, à bras le corps, notre épanouissement."

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim
Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
Distribution: TogoMatin
Tirage: (2000 exemplaires)

Niger

Le Togo et son président demeurent des amis incontestés

L'attitude qu'adoptent le président togolais Faure Gnassingbé et la diplomatie togolaise dans les différentes crises qui secouent le continent africain, vaut au Togo et aux Togolais, la sympathie des autres pays. Au Niger, un pays d'Afrique de l'Ouest qui a connu un coup d'Etat en juillet dernier, les initiatives togolaises sont très appréciées.



Faure Gnassingbé (à droite) en audience avec la délégation d'officiers nigériens

Les crises socio-politiques dans la sous-région restent une préoccupation pour plusieurs pays et organisations internationales. Pour apporter sa contribution à la résolution de ces crises, le chef de l'Etat

togolais a opté pour le dialogue et la concertation en vue d'amener les protagonistes à trouver un terrain d'attente pour des issues heureuses. Que cela soit au Mali, en Guinée, au Burkina Faso, au Tchad, au

Soudan ou tout récemment au Niger, les contacts initiés par Faure Gnassingbé ont été concluants. Il vient d'être sollicité comme facilitateur entre le Niger et l'ensemble de

à Lomé par Faure Gnassingbé. Pour le cas particulier du Niger, le président de la République s'est investi discrètement pour une solution apaisée, malgré l'option militaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), de certains pays étrangers et les sanctions économiques prises contre ce pays frère.

« Nous comptons sur des amis, et parmi ces amis, nous avons le Togo. Les dirigeants togolais et le peuple togolais nous ont manifesté la plus grande sympathie, et la contribution nécessaire pour nous aider à supporter nos difficultés. C'est le lieu de remercier les dirigeants et le peuple togolais pour cet effort », a déclaré le général Salifou Mody lors d'une rencontre avec le chef de la diplomatie togolaise, le professeur Robert Dussey.

Même les Etats-Unis sont favorables au choix opéré par le chef de l'Etat togolais, c'est pourquoi malgré sa présence militaire à Niamey, cette

puissance n'est pas favorable à l'intervention militaire. Voilà aussi pourquoi le Togo et les Etats-Unis sont désignés garants de la sécurité du retrait des forces françaises au Niger. « Nous sommes convaincus qu'avec sa sagesse et sa grande vision, le président de la République pourra jouer ce rôle », a indiqué le général Salifou Mody.

Faure Gnassingbé reste donc une référence en matière de résolution des crises quelles que soient leurs origines. Ses interventions discrètes mais efficaces en vue de trouver des solutions diplomatiques à des situations parfois tendues font l'unanimité au sein de la communauté internationale. « Le Togo a toujours été du côté de la paix. Le Togo s'oppose à tout coup d'Etat, mais dans la situation particulière de votre pays, le Togo comprend, et le Togo veut vous aider », a affirmé le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'extérieur.

Edem Dadzie

Relations diplomatiques entre le Togo et le Congo Brazzaville

Faure Gnassingbé en visite d'Etat à son homologue Denis Sassou-Nguesso

Le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé effectue s'est rendu hier mardi 07 novembre 2023 au Congo Brazzaville pour une visite de travail et d'amitié avec le Congolais, Denis Sassou-Nguesso.



« J'ai l'honneur de recevoir, ce mardi 7 novembre 2023, mon homologue togolais, Faure Gnassingbé. Sa visite de travail nous offre l'occasion d'échanger sur des questions bilatérales et multilatérales », a posté le président congolais sur ses comptes sociaux.

Selon les informations, les deux dirigeants vont profiter de cette rencontre pour discuter davantage des sujets « d'intérêt commun d'ordres bilatéral et continental notamment la question sécuritaire et les différentes crises sociopolitiques qui secouent certains pays du continent ».

Le leader togolais activement impliqué dans les missions de résolution des différentes crises sur le continent, était au Congo Brazzaville pour la dernière fois en mai 2023.

TM

Fonctionnement des institutions

De quelle transition parle la Dynamique pour la majorité du peuple ?

Gérard Adja, l'un des responsables de la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP), pense que si le Togo n'organise pas des élections comme convenu en 2023, il faudrait aller vers une transition politique à la tête du pays. Mais, qu'est-ce qui fait penser à monsieur Adja que la non tenue de ces élections constituerait une opportunité pour lui et ses amis de réaliser leur rêve ?

Il faut tout d'abord préciser que le gouvernement n'a pas encore affirmé que les élections législatives et régionales n'auront plus lieu au cours de l'année 2023. Il est vrai qu'il y a une certaine inaction tant du côté du gouvernement que de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), et qui fait penser à un probable report. Les élections sont prévues pour décembre prochain, c'est-à-dire dans un mois. En dehors de la révision des listes électorales, rien d'autre n'a été fait pour organiser ces élections dans ces délais.

Or, il y a plusieurs tâches à accomplir. L'on ne sera donc pas surpris si ces élections sont reportées comme le préconisent certains acteurs politiques depuis des mois. En effet, d'ici 2025, le Togo tiendra au moins 3 élections. Certains acteurs politiques pensent qu'il faut reporter les législatives et les régionales de 2023 et tenir des élections générales d'ici en 2025.

L'idée n'est pas mauvaise. En effet, chaque élection



Gérard Adja

coûte des milliards de F CFA. Les coupler, c'est donc réaliser des économies au profit des Togolais. Alors que l'on s'achemine visiblement vers cette option, la DMP met les pieds dans les plats. « À partir du moment où le gouvernement n'a pas pu organiser les élections à temps, il faut qu'il y ait une assise pour s'entendre sur une transition afin de conduire le pays jusqu'aux prochaines élections législatives », affirme Gérard Adja.

Des dispositions légales donnent la possibilité à la Législature actuelle de

continuer à travailler jusqu'à la prise de fonction des nouveaux élus. Pour Gérard Adja, cela ne s'applique qu'en cas de force majeure. Mais, que désigne-t-il par cas de force majeure ? Lorsqu'un Etat est obligé d'organiser trois élections en l'espace de 2 ans, n'y a-t-il pas là un cas de force majeure ? Après les élections, les Togolais n'auront-ils plus d'autres défis à relever ?

Dépenser autant d'argent pour organiser plusieurs élections en peu de temps ne va-t-il pas mettre le pays en difficulté ? Quoi qu'il en soit, le Cadre permanent de concertation (CPC) doit se saisir de la question afin que les acteurs politiques puissent s'entendre pour avancer sereinement vers les futures élections.

L'on ne peut qu'être désolé pour la DMP qui n'est pas qualifiée pour participer aux travaux du CP... Lorsque les responsables de ce regroupement étaient à la Dynamique monseigneur Kpodzro (DMK), ils avaient rejeté l'invitation à aller discuter au sein d'un cadre consensuel. À présent, ils n'ont qu'à garder leur calme, rester patients et observer la suite des événements. Au moment venu, la DMP pourra prouver aux yeux de l'opinion de quoi elle est capable.

TM

Coris Money

Un nouveau moyen de paiement mobile à l'Université de Kara

Coris Bank met désormais à la disposition des étudiants de l'Université de Kara, certaines facilités liées à la vie académique. Un partenariat entre la filiale togolaise de Coris Bank International (CBI-Togo) et l'Université de Kara permet aux étudiants de bénéficier des services de Coris Money, une solution de paiement mobile.



Pour payer les frais d'inscription en ligne, payer les analyses, recevoir leurs allocations et bourses,

c'est plus facile dorénavant pour les étudiants de l'Université de Kara via Coris Money. Ce nouveau moyen

de paiement en ligne a été lancé le 26 octobre dernier à l'Université de Kara.

Pour Abdel Biyao, responsable de département de la Banque digitale à Coris Bank-Togo, cette solution de paiement mobile vient renforcer et diversifier les moyens de paiement déjà existants mis à la disposition du monde étudiant de l'Université de Kara par Coris Bank.

«C'est une action de terrain que nous avons initiée pour nous rapprocher des étudiants, en vue de leur faire comprendre la façon

dont le service fonctionne, les avantages qu'ils ont en utilisant Coris Money», a-t-il expliqué.

Coris Bank est la troisième institution de la place à initier cette monnaie électronique après les deux opérateurs de téléphonies mobiles. A travers cette application, d'autres services sont aussi mis à la disposition de la clientèle. «Nous offrons presque tous les services déjà disponibles sur le Mobile Money, mais également nous avons encore d'autres services qu'on rajoute en tant qu'institution bancaire», précise M. Biyao. Ces autres services sont relatifs au paiement de facture, paiement marchand, puis les dépôts et retraits d'argent.

Solution de paiement

mobile, Coris Money a été lancé au grand plaisir des étudiants. Pour Safiyanou Adjankou, « l'application Coris Money est une bonne chose. Elle nous facilite le déplacement au cas où la banque serait loin de chez soi. Aussi, elle permet de payer nos frais d'inscription sans nous déplacer forcément ». « Je suis venu relier mon compte bancaire à l'application Coris money », a ajouté Lydie Bélim, étudiante.

Ce partenariat avec l'Université de Kara intervient après celui signé avec l'Université de Lomé. Pour Coris Bank, cette campagne qui s'achèvera en décembre lui permet de se rapprocher des populations.

Edy Alley

Projet d'identification biométrique au Togo

Une visite de terrain de la Banque mondiale pour apprécier la phase d'expérimentation

L'Agence nationale d'identification (Anid) procède depuis quelques jours à la phase expérimentale du projet d'identification biométrique. Ce mardi 07 novembre, elle était à l'école primaire d'Adetikopé à Lomé où une visite d'une délégation de la Banque mondiale s'est assurée de la fluidité du processus avant son déploiement.

Avant le déploiement de la phase pilote de l'identification biométrique, l'Agence nationale d'identification (Anid) veut anticiper sur toutes difficultés. C'est l'objectif de cette phase expérimentale qui vise à tester les enregistrements e-ID et la génération des Numéros d'identification unique (NIU) avec les options de sécurité nécessaires, à évaluer le processus de validation des données biométriques et à jauger la conformité des QR Code, etc.

Pour Silété Dévo, directeur général de l'Anid, cette phase expérimentale vise justement à « tester les différents équipements qui seront utilisés lors de la campagne d'enregistrement de masse et s'assurer que tout fonctionne. Elle permet aussi de s'assurer des réalités du terrain pour mieux adapter les



Silété Dévo, directeur général de l'Anid, ce 07 novembre à l'EPP Adetikopé

dispositifs lorsqu'on sera au plus près des populations ». Cette phase expérimentale qui a commencé à Sokodé a permis de déceler certains manquements, que l'Anid compte prendre en compte pour améliorer le processus avant la phase pilote. « On a pu corriger aussi certains aspects à la gestion de la file d'attente, donc ce sont des éléments qui seront versés à la stratégie d'enregistrement pour être beaucoup plus efficace et efficiente. On a été confronté à certaines réalités locales notamment liées à certaines traditions. Donc il y a lieu de prévoir les lieux spécifiques aux femmes, avoir aussi des opératrices féminines pour enregistrer les femmes, permettre aux personnes âgées et en situation de handicap de pouvoir

bénéficier de bonnes conditions avant de se faire enregistrer. Mais, c'est le terrain qui commande et c'est par le terrain que nous pouvons satisfaire à 200% nos compatriotes ».

Ils étaient nombreux, femmes et hommes à faire le déplacement pour participer à cette phase expérimentale d'enregistrement. Pour arriver aux opérateurs de saisie chargés d'enregistrer le citoyen, il y a plusieurs étapes à franchir. Elles sont expliquées par Silété Dévo : « Pour s'enregistrer, on remplit une fiche d'information sur laquelle il y a les données démographiques et socio-économiques, avec l'aide d'un agent d'appui capable de parler la langue du milieu. Ces agents d'appui

seront recrutés dans les préfectures. Puis après que l'agent a reçu le consentement de la personne à enregistrer, il se dirige vers les opérateurs qui ont la machine. Ensuite, la personne qui veut se faire enregistrer prend place. Ces informations sont enregistrées dans le système. On fait la prise des dix empreintes des deux mains, suivie de la prise de photo et de l'iris. A la suite de cela, il y a un numéro qui sera généré avec un ticket reçu que la personne réutilisera pour venir retirer le justificatif d'identité qui sera produit. Mais, ceci est fait dès qu'on s'assure que les données de bonne qualité et que ces données n'existent pas

en deux phases pour six pays notamment : le Bénin le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Niger et le Togo. Le financement total s'élève à environ 400 millions de dollars dont 172 millions de dollars pour le Togo. « L'objectif est de fournir un identifiant unique de base à toutes les personnes physiques sur le territoire afin de faciliter leur accès aux services. Nous sommes satisfaits de l'état d'avancement en vue du déploiement », a-t-elle ajouté.

Parfaitement arrimé à l'axe stratégique n°1 de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui vise à « offrir une identité et garantir la couverture santé et l'accès aux services de base à tous



Phase expérimentale du Projet d'identification biométrique à Adetikopé, ce 07 novembre 2023 à Lomé

dans le système. Vu que le but est d'avoir un numéro d'identification unique ». Pour Wuri Tina George, chargée du programme régional Wuri à la Banque mondiale, Wuri est un programme régional financé par la Banque mondiale

», le Projet d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion en Afrique de l'Ouest au Togo (WURI-Togo) concourt au renforcement du tissu socio-économique togolais.

Edy Alley

Le Togo

Un terrain fertile aux investissements étrangers

Au cours du mois d'octobre 2023, le chef de l'Etat togolais a pris part à deux importants sommets internationaux dédiés à l'investissement sur le continent africain. L'invitation de Faure Gnassingbé à ces sommets n'est pas anodine, car sous son leadership, le président de la République togolaise a réussi à faire de son pays, un terrain fertile à l'investissement. Et les chiffres le prouvent à suffisance.



Faure Gnassingbé au sommet des leaders mondiaux sur l'investissement

Le 16 octobre 2023, Faure Gnassingbé était parmi la poignée de chefs d'Etats invités au sommet des leaders mondiaux sur l'investissement à Abu Dhabi (Emirats arabes unis). Organisée par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), cette conférence a permis au chef de l'Etat togolais de faire une communication sur les défis du développement durable des pays émergents, ainsi que les mécanismes innovants dont ils peuvent se doter pour attirer les

investissements. Le 31 octobre, soit 15 jours plus tard, Faure Gnassingbé a participé à la 22^e édition du Forum économique international sur l'Afrique organisé par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et la Commission de l'Union africaine (UA) à Paris. A cette occasion, le chef de l'Etat a parlé des secteurs à la fois porteurs et nécessaires, qu'offrent les pays africains aux investisseurs. « Les opportunités d'investissement en

Afrique sont considérables, notamment dans le domaine de la transition énergétique. Face à des besoins de financement immenses, les finances publiques des

une hausse de 4,5% en moyenne, pour atteindre plus de 20% du PIB en 2022. Déjà au premier trimestre 2023, quatre grands projets d'investissements étrangers, totalisant 19 milliards FCFA ont été approuvés. D'une valeur combinée de 18 milliards FCFA, trois de ces projets ont été ratifiés en vertu du code des investissements. D'une valeur de 1 milliard FCFA, le quatrième a été approuvé au statut de Zone franche.

Ces investissements concernent essentiellement les secteurs du bois et de la construction, de l'agroalimentaire et du bitume. Au rang de ces projets, 80% des investissements approuvés conformément au code des investissements, soit 15 milliards FCFA, proviennent d'investisseurs domiciliés à l'île Maurice. De plus, le dernier projet d'une valeur de 1 milliard FCFA, provenant de la France est attribué au statut de Zone franche.

En 2022, le gouvernement togolais a approuvé 36 projets d'investissement, totalisant 150,2 milliards FCFA. Seuls 24 projets étaient des Investissements Directs Etrangers (IDE), soit 83% du montant total des projets agréés. Cette hausse des investissements est un signal fort en faveur de l'industrialisation du Togo, de la lutte contre le chômage et l'assurance

d'une croissance économique à deux chiffres.

Le fruit des réformes

Selon les prédictions de la Banque mondiale, le Togo pourrait voir une augmentation vertigineuse de près de 135 % de ses investissements directs étrangers à l'horizon 2035 grâce à la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Mais il n'y a pas que la Zlecaf. Ces dernières années, le gouvernement togolais a opéré d'importantes réformes notamment dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires. Entre autres, il est possible au Togo, depuis plusieurs années de faire les formalités de création de son entreprise en moins de 24 heures.

Grâce à l'opérationnalisation complète du guichet foncier unique, les traitements dans les transferts de propriété et de demande d'établissement de Titres fonciers sont plus rapides et simples, aussi bien pour les Togolais que les étrangers.

La Banque mondiale s'apprête à dévoiler un nouveau rapport dénommé, « Business Ready ». Grâce aux réformes qui ont été opérées sous le leadership de Faure Gnassingbé, le Togo y fait bonne figure aux côtés de 53 autres pays.

R. Zakari

Habitat

La future ville de Kpomé bientôt dotée d'un plan directeur

En vue de la promotion du bien-être social et du cadre de vie sain, le gouvernement a annoncé la création d'une nouvelle ville à Kpomé. Pour sa concrétisation, un schéma directeur destiné à orienter le développement urbain et territorial de ce nouveau pôle, est en cours de préparation.

Un schéma directeur, destiné à orienter le développement urbain et territorial de la nouvelle cité est en cours de préparation. En fin de semaine dernière à Lomé, les travaux préliminaires ont franchi une nouvelle étape.

La future ville de Kpomé verra sortir de terre plus de 20.000 logements sociaux dans les prochaines années.

Un rapport intermédiaire a été validé par les techniciens du secteur du logement. Le document, jette les bases des caractéristiques physiques et démographiques du site. Il analyse les données liées à la culture, l'organisation sociale ou encore la dynamique spatiale de la localité. Le document a été soumis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Ce schéma directeur prendra au final en compte, toutes les commodités essentielles à la vie. Il devrait ainsi

de zio 1, la future ville de Kpomé permettra ainsi de décongestionner la ville de Lomé en proie à la pression

constater l'état d'évolution des travaux, le ministre d'Etat, Kodjo Adedze, a effectué il y a de cela



permettre de doter la future ville de logements sociaux répondant aux standards internationaux. Située dans la commune

démographique et à la forte urbanisation. Avec une superficie de 1177 ha, ce projet devrait s'étendre aux autres régions du pays. Pour

quelques semaines une visite de terrain pour apprécier les travaux de reprofilage des voies d'accès.

Edy Alley

Togo

Droits de l'homme sous l'angle social, acquis et défis

Une personne vulnérable est une personne qui se trouve dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts, en raison de ses facultés mentales ou physiques ou financières, l'empêchant d'exprimer sa volonté et son plein potentiel. Les droits de l'homme, aussi appelés droits humains ou droits de la personne, sont un concept selon lequel « tout être humain possède des droits universels, inaliénables, quel que soit le droit en vigueur ou d'autres facteurs locaux tels que l'ethnie, la nationalité ou la religion ». Que fait le Togo pour faire respecter les droits de l'homme dans le domaine social ?

matière de la sécurité, de respect des droits humains, d'égalité et d'équité. Il y a également un mieux-être dans les domaines de l'éducation, de l'autonomisation des femmes, de la lutte contre les violences basées sur le genre, de la promotion de la jeunesse et de l'insertion



Le Togo attache vraiment un grand prix aux droits de l'homme inhérents à tous les êtres humains et qui reposent sur le respect de la dignité et la valeur de chaque personne. Juridiquement, il existe plusieurs outils qui promeuvent le bien-être des personnes vulnérables sur le territoire. Sur le plan social et économique, des mécanismes sont mis en place dont l'un est le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV).

Emploi des jeunes vulnérables et respect des droits

Le projet ci-dessus mentionné a démarré le 31 décembre 2017 et a pris fin le 31 décembre 2021. À la base, l'initiative ciblait 14 000 jeunes togolais âgés de 18 à 35 ans en situation de pauvreté et/ou vulnérabilité issus de 200 villages des 150 cantons les plus pauvres. En quatre

ans d'activités, 14 415 jeunes bénéficiaires ont été enregistrés. Parmi eux, 14 023 personnes ont élaboré leur plan d'affaires et 13 135 jeunes ont eu droit à une subvention de 60 000 francs CFA pour démarrer ou étendre leurs activités génératrices de revenus. Aussi, 225 centres d'alphabetisation fonctionnelle ont été créés, permettant de former 6 884 jeunes. 200 microprojets sont réalisés à travers les Travaux à haute intensité de main-d'œuvre (Thimo). EJV a été financé à hauteur de 09 milliards de francs CFA.

Un rapport de la CIPD+30 et de la DAAPD+10 a été validé à Lomé en août 2023, faisant suite à l'engagement du Togo à Addis-Abeba pour la population et le développement. Le point fait mention des progrès significatifs réalisés par le pays au cours des 10 dernières années en

professionnelle, et surtout de la prise en charge des personnes vulnérables.



Droits humains : quoi de notables ?

Plusieurs programmes, initiatives sociales ou outils sont promus par les officiels pour que les droits humains ne soient pas piétinés, qu'il s'agisse

de ceux des enfants ; des femmes ; des personnes âgées, handicapées, pauvres et donc vulnérables, etc. Il s'agit de celui du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD+30) et de la révision décennale du plan d'action de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement (DAAPD+10), validé en août 2023. Le rapport intervient 10 ans après l'engagement d'Addis-Abeba pour la population et le développement. Il permet d'examiner les progrès enregistrés, les réalisations, les défis ainsi que les contraintes et les leçons apprises depuis 2014. Sur la décennie 2014-2023, le rapport susmentionné indique que des progrès vraiment significatifs ont été réalisés par le Togo en ce qui concerne la sécurité, le respect des droits humains, de l'égalité et de l'équité. L'état des lieux est également satisfaisant dans les domaines de l'éducation, de l'autonomisation des femmes, de la lutte contre les violences

la prise en charge des personnes vulnérables. Par-dessus tout, sur le plan politique, il y a eu un renforcement de la démocratie ainsi qu'une représentativité active des femmes dans l'action gouvernementale et parlementaire. On estime la part de femmes dans les fonctions dirigeantes à au moins 70% depuis un moment maintenant. Selon le rapport "les Femmes, l'entreprise et le droit 2020" de la Banque mondiale, les femmes au Togo se voient accorder 84% des droits reconnus aux hommes. Aujourd'hui, les têtes de l'Assemblée nationale et du Premier ministre sont occupées par des femmes, ce qui n'était jamais arrivé dans l'histoire sociopolitique du pays.

Fonds de relance pour tonifier les activités socioéconomiques

Le succès que connaît depuis près d'une décennie Fonds national de la finance inclusive (FNFI) est caractéristique de la pertinence de la politique d'inclusion financière au Togo. Le gouvernement stimule le développement à travers ces aides décisives

basées sur le genre (VBG) et des mutilations génitales féminines. Le pays peut par ailleurs se targuer de bien promouvoir la jeunesse et de faciliter l'insertion professionnelle ainsi que

pour toutes les couches socioprofessionnelles. Le FNFI est un mécanisme de financement qui renforce les capacités financières et opérationnelles des prestataires de services financiers

LES RÉFORMES

(PSF) décentralisés. Il satisfait les besoins de produits financiers de proximité, exprimés par les communautés n'ayant pas accès à des services financiers classiques. En termes de réalisations, ce sont 107 milliards de francs CFA de crédits qui ont été octroyés à plus de 1,8 million de personnes par le FNFI entre son lancement (2014) et juillet 2023. À côté d'Agrisef, Ajsef ou encore Apsef, l'un des produits est le Fonds de relance. Lancé en 2020, c'est un outil dont l'objectif est de renforcer la résilience des entreprises dont les activités économiques ont été impactées par la pandémie de la Covid-19. La dotation financière y relative est de 20 milliards de francs. Les bénéficiaires (pouvant être issus de tous les secteurs d'activités) peuvent avoir droit jusqu'à 10 millions de francs à 5 % de taux d'intérêt. Moins de 03 ans après son lancement, l'engouement qu'il suscite auprès des opérateurs économiques se traduit par un bilan de 1,16 milliard de crédits déjà débloqués.

Sur l'ensemble du territoire, surtout auprès des agents économiques exclus du système financier classique, le produit consolide les capacités financières et les possibilités de croissance d'activité. Le FNFI enregistre un taux global de remboursement de 95 % ; ce qui témoigne aussi de la contribution du mécanisme à la performance financière

des bénéficiaires.

Retombées économiques

C'est en définitive le vœu d'une croissance économique inclusive et durable qui est en passe de se réaliser, selon les ambitions affichées par le gouvernement. Pour maintenir la progression, les pouvoirs publics se fixent des caps. Il est question de toucher d'ici à 2025 au moins 225 000 bénéficiaires supplémentaires dans tout le pays, avec les différents produits qui sont une quinzaine aujourd'hui.

Une revue nationale de mise en œuvre des réformes au premier semestre a été faite en août 2023 à Lomé. Les principales conclusions tirées sont que le pays est sur la bonne voie dans son processus d'amélioration du bien-être.

Il ressort que les activités des réformes ont atteint un taux de réalisation physique de 47 %, pour une exécution financière de 28 % au premier semestre de l'année 2023. Elles boostent la croissance économique et touchent la gestion des finances publiques, l'agriculture, la santé, l'éducation, le numérique, le foncier, l'environnement, la décentralisation, l'emploi, le social avec un accent sur le développement du secteur privé.

Grâce à cet élan de modernisation, le pays connaît une amélioration du fonctionnement

et de la performance de chaque secteur socioéconomique, ainsi qu'un maintien du cadre

la Banque mondiale. Depuis 2016, le Togo a de meilleures progressions dans ces évaluations, passant de 3 à 3,7 % en 2022, soit un gain de 0,7 point.

Les réformes ont permis au Togo d'enregistrer une évolution favorable de la conjoncture économique sur les 04 premiers mois de l'année. Ainsi, le Produit intérieur brut (PIB) est passé à 6,6 % en 2023, contre 5,8 % en 2022 et 6 % en 2021.

De plus, le taux d'inflation a baissé à 5,8 % fin mai 2023, contre 8 % en 2022. Enfin, le taux d'endettement public

La réalisation de ces réformes est possible grâce à la solidité du budget national qui a connu une légère augmentation en 2023. Il s'établit en recettes et dépenses à 1 957,9 milliards de francs CFA, contre 1 875,8 milliards dans la Loi de finances rectificative 2022. Cela traduit une hausse de 4,4 %. Au premier trimestre de l'année 2023, le montant total des dépenses dans ce budget s'élevait déjà à 451,53 milliards de francs CFA, soit 23,11 % de la prévision annuelle. Il faut comprendre par-là un accroissement des



macroéconomique et budgétaire sain. Ce sont autant de prouesses qui sont confirmées par les résultats de l'évaluation des politiques et des institutions (CPIA) de

est passé à 60 % fin mars, contre 66 % à fin décembre 2022, en dessous de la norme communautaire plafond de 70 %.

dépenses, ce qui reflète les efforts indéfectibles du gouvernement pour tendre la main aux populations.

Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm
togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com www.alome.com

Débat

Je suis Charles et je travaille dans la fonction publique. Ça fait maintenant 4 ans que Carmen et moi on s'est mariés. Depuis le jour que nous nous sommes connus, Carmen avait une chose en tête : vouloir travailler et m'aider à améliorer notre condition de vie. Chose que j'adorais puisque c'était aussi ma vision afin de créer un meilleur avenir pour nos futurs enfants. D'abord, je lui ai dit ; faisons nos deux enfants, ensuite je te trouverais du travail. Elle était enceinte de notre deuxième enfant quand nous nous sommes mariés. Après le mariage, je lui ai indiqué une entreprise privée qui recrutait (c'était l'entreprise de mon cousin Paterné qu'elle ne connaissait pas et ne savait pas). Avec un salaire de 400.000Fcfa pour elle, on était tombé d'accord sur 4 choses :

1- elle paye la facture d'électricité (son choix)
2-elle assure le petit-déjeuner (son choix)

3- une épargne de 50.000frs chaque mois dans notre compte épargne commun (mon choix).

4- sa contribution débutera après 1an de service afin d'économiser pour ses projets personnels (mon choix). Mais les choses ont commencé à se compliquer 17mois après ça prise de service. En seulement

7mois ou Carmen à commencer à m'aider dans les tâches de la famille comme c'était prévu et citez plus haut (les 4points). Elle ne faisait que se plaindre jusqu'à me donner le surnom de " l'unique ", pour dire que je suis le seul homme à faire ça à sa femme. Pour une simple dispute, elle me convoque chez ses parents. Lors de ma dernière réunion, son père m'a posé la question : « Tu n'as pas honte de demander à ce que ta femme paye aussi dans les tâches de la maison ? » Face à cette famille qui n'arrêtait pas de parler dans notre couple et aussi pour apaiser Carmen, j'ai décidé d'annuler toutes les tâches qu'elle avait pour avoir la paix.

Un jour, je suis allé en mission pour 48h, à la maison les agents de société de l'électricité sont venus enlever notre compteur (par erreur cela concernait le voisin). Carmen m'a envoyé un message pour me dire que la CIE est chez nous. J'ai vu le message mais tellement occupé, j'ai oublié de répondre. J'ai rappelé la nuit mais elle ne répondait pas à plusieurs reprises. J'appelle le voisin, mais elle refuse de prendre le portable de la main du voisin. De retour de ma mission, Carmen est toute chaude de colère : pourquoi je n'ai pas répondu à son message à temps. Je me suis expliqué et excusé longuement. J'étais sûr d'avoir payé cette facture

puisque j'ai le reçu. Maintenant je demande à ma chérie pourquoi avoir laissé ces agents partir avec notre compteur pour une facture de 12300f, chose qu'elle pouvait gérer sur place avec leur accord. Boomm, ce jour-là j'ai tout entendu comme quoi :
- Je fais sciemment de mettre la honte sur elle en ne payant pas l'électricité ;
- parce qu'elle travaille, je veux la ruiner ;
- je mens sur missions pour aller voir ma maîtresse ;
- elle a l'impression de vivre avec son petit frère puisqu'on a le même âge ;
-je ne respecte et pas je n'aime pas ses parents...

Deux semaines plus tard Carmen demande le divorce. J'ai appelé mes parents pour régler l'affaire mais elle a tout refusé jusqu'à ce qu'on arrive au divorce en seulement 2mois après ce problème de compteur. Son employeur, mon cousin Paterné qu'elle ne connaît pas m'a contacté : « c'est comment cousin ? On fait comment ? Le contrat de ton ex femme de 3ans va prendre fin dans un mois. J'ai sa fiche de licenciement, je signe ou je laisse ? » Que je donne mon accord par rapport au licenciement de mon ex femme ou que je demande à mon cousin, qui est son patron de la laisser continuer à travailler même sans contrat ?

Pensée du jour



Légendez et commentez la photo ci-dessus

Pensée du jour

Sommes-nous aveugles et hypocrites pour oublier que l'essence même de ce que nous sommes tous est bestiale? Manger, dormir, se reproduire... Et tuer pour survivre, s'il le faut. L'aurait-on oublié ? La société nous a appris à cacher cet aspect primaire sous des couches de vernis, mais au fond, tout au fond, nous sommes encore ces mêmes bêtes, comme toutes celles qui arpentent cette foutue planète, peut-être que ce qui nous différencie d'elles, c'est notre capacité à nous fabriquer ces vernis.
Maxime Chattam,
Maléfices

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier : Foréver ; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ;

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ;

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakopé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakopé, Avenue Joseph Strauss) ;

Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

COMISSÃO DA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation
ARAA

ECOWAS COMMISSION

Regional Agency for Agriculture and Food
RAAF

Avis à manifestations d'intérêt Sélection d'un consultant individuel

Projet :	Programme de résilience du système Alimentaire en Afrique de l'Ouest
Source de financement :	Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale)
N° Accord :	IDA-D923
Méthode de sélection :	Sélection de Consultants individuels
Référence de la sélection :	ARAA/FRSP/2023/SCI/045
Objet :	Recrutement d'un consultant individuel pour la capitalisation de l'expérience d'entreposage et d'entretien des stocks de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire avec les structures nationales de stockage
Date de publication	8 Novembre 2023
Date de limite :	24 Novembre 2023- à 17H: 00 GMT

1. La Commission de la CEDEAO a reçu un financement de l'Association Internationale pour le Développement (Banque Mondiale) pour le financement des coûts du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP) et a l'intention d'utiliser une partie du financement pour le paiement des services d'un **Consultant individuel pour la capitalisation de l'expérience d'entreposage et d'entretien des stocks de la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire avec les structures nationales de stockage.**
2. Les termes de référence (TDRs) sont accessibles sur le site web (<https://araa.org/vacancies>) de l'ARAA et à travers le lien suivant : https://araacedeao.sharepoint.com/:f:/s/Procurement/EugJjXP9ehFDn0LoNMYvbmYB_PgVX4wn4GDh422rhFCQgA?e=wtve5z
3. Les manifestations d'intérêts doivent être déposées au plus tard le **24 novembre 2023 - à 17h00 GMT à travers un téléchargement** à l'adresse Dropbox <https://www.dropbox.com/request/LXAb3YF5rPFQsYyvKeak>.
4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org, mnakorba@araa.org, lbarnabo@araa.org avec en objet « **SCI045-Capitalisation stockage** ».



Changement climatique

Prendre des mesures pour combler le déficit d'adaptation

Selon un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), les progrès en matière d'adaptation ralentissent sur tous les fronts alors qu'ils devraient s'accélérer pour s'adapter aux conséquences ainsi qu'aux risques croissants posés par le changement climatique.

Publié en amont des négociations climatiques de la CoP 28 qui se dérouleront à Dubaï, aux Émirats arabes unis à partir du 30 novembre 2023, « le Rapport 2023 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation : financements et préparation au rabais - L'insuffisance des investissements et de la planification en matière d'adaptation au climat expose le monde au danger », constate que les besoins de financement de l'adaptation des pays en développement sont 10 à 18 fois plus importants que les flux de financement public international.

« Le rapport sur le déficit de l'adaptation montre qu'il existe un fossé croissant entre les besoins et l'action lorsqu'il s'agit de protéger les populations des extrêmes climatiques. Il est plus que jamais urgent de prendre des mesures pour protéger les populations et la nature. Des vies et des moyens de subsistance sont perdus et détruits, et ce sont les plus vulnérables qui souffrent. Nous sommes dans une situation d'urgence en matière d'adaptation au changement climatique. Nous devons agir en conséquence. Et prendre des mesures pour combler le déficit d'adaptation dès maintenant », a déclaré le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (Onu), António Guterres, dans son message au sujet du rapport.

En raison des besoins



Les inondations occasionnent des pertes et des préjudices en Afrique

croissants de financement pour l'adaptation et de la diminution des flux financiers, le déficit actuel de financement de l'adaptation est désormais estimé entre 194 et 366 milliards de dollars des États-Unis par an. Dans le même

temps, la planification et la mise en œuvre de l'adaptation semblent plafonner. Ce manque d'adaptation a des conséquences considérables sur les pertes et les préjudices, en particulier pour les personnes les plus vulnérables.

« En 2023, les changements climatiques ont une fois encore été plus perturbateurs et plus meurtriers : des records de température ont été observés, tandis que des tempêtes, des inondations, des vagues de chaleur et des incendies de forêt ont causé des ravages. Ces conséquences de plus en plus marquées nous démontrent que le monde doit de toute urgence réduire les émissions de gaz à effet de serre et intensifier les efforts d'adaptation afin de protéger les populations vulnérables. Malheureusement, aucun de ces besoins n'est vraiment en voie de satisfaction », a affirmé Inger Andersen, directrice exécutive du Pnue.

« Même si la communauté internationale cessait d'émettre la totalité de ses gaz à effet de serre dès aujourd'hui, il faudrait des décennies pour que les perturbations climatiques s'atténuent. J'invite donc les décideurs politiques à tenir compte du rapport sur le déficit en matière d'adaptation aux changements climatiques, à augmenter les financements et à faire de la CoP 28 la conférence au cours de laquelle le monde s'engagera pleinement à protéger les pays à faible revenu et les groupes

les fonds nécessaires pour l'adaptation dans les pays en développement sont plus élevés que les estimations précédentes et les coûts se situent dans une fourchette centrale plausible de 215 à 387 milliards de dollars des États-Unis par an au cours de la décennie en cours et devraient



Marathon Power Up dans les rues de Lomé samedi dernier

augmenter considérablement d'ici à 2050.

Le financement nécessaire pour mettre en œuvre les priorités nationales en matière d'adaptation, basé sur l'extrapolation des Contributions déterminées au niveau national (CDN) et des Plans nationaux d'adaptation (PNA) dans tous les pays en développement, est estimé à 387 milliards de dollars par an. Malgré ces besoins, les flux financiers publics multilatéraux et bilatéraux en faveur de l'adaptation dans les pays en développement ont diminué de 15% pour atteindre 21 milliards de dollars en 2021. Cette baisse intervient en dépit des promesses faites lors de la CoP 26 à Glasgow en Écosse (Royaume-Uni) de fournir environ 40 milliards de dollars par an de soutien financier à l'adaptation d'ici à 2025, et instaure un précédent inquiétant. Cette attitude consistant à ne pas tenir les engagements n'est pas surprenante.

En 2009, les pays développés avaient promis de mobiliser 100 milliards de dollars par an en faveur des pays en développement. Où en est-on aujourd'hui ? C'est une véritable chimère... Alors que cinq pays sur six disposent d'au moins un instrument national de planification de l'adaptation, les progrès pour atteindre une couverture mondiale complète ralentissent. Le nombre de mesures d'adaptation soutenues par les fonds climatiques internationaux a stagné au cours de la dernière décennie.

Il est essentiel de trouver des moyens novateurs de fournir des financements

Une adaptation ambitieuse peut renforcer la résilience, ce qui est particulièrement important pour les pays à faible revenu et les groupes défavorisés, et éviter les

l'augmentation et l'adaptation des financements aux petites et moyennes entreprises, la mise en œuvre de l'article 2.1 de l'Accord de Paris sur la réorientation des flux financiers vers des voies de développement à faible émission de carbone et résilientes au changement

pertes et les préjudices. Le rapport fait référence à une étude indiquant que les 55 économies les plus vulnérables au changement climatique ont subi à elles seules des pertes et des préjudices d'un coût de plus de 500 milliards de dollars au cours des deux dernières décennies. Ces coûts augmenteront fortement au cours des prochaines décennies, en particulier en l'absence de mesures énergiques d'atténuation et d'adaptation.

Des études indiquent que chaque milliard investi dans l'adaptation aux inondations côtières entraîne une réduction de 14 milliards de dollars des États-Unis des dommages économiques. Par ailleurs, 16 milliards de dollars par an investis dans l'agriculture permettraient d'éviter à environ 78 millions de personnes de souffrir de la faim ou d'une famine chronique en raison des effets du changement climatique.

Toutefois, ni l'objectif consistant à doubler les flux financiers internationaux vers les pays en développement d'ici à 2025, ni un éventuel nouvel objectif chiffré collectif pour 2030 ne permettront à eux seuls de combler de manière significative le déficit de financement de l'adaptation et d'obtenir de tels résultats. Ce rapport identifie sept moyens d'accroître le financement, notamment par le biais des dépenses nationales et du financement international et du secteur privé.

Les transferts de fonds,

climatique, et une réforme de l'architecture financière mondiale, telle que proposée par l'Initiative de Bridgetown, sont autant de pistes supplémentaires à explorer. Les mobilisations citoyennes aussi peuvent pousser les décideurs à l'action. À la veille de la CoP 28, un mouvement international dénommé « Marathon Power Up » pour les solutions climatiques a eu lieu dans plusieurs pays dont le Togo le samedi 4 novembre 2023. C'était l'occasion pour les défenseurs du climat de réclamer plus d'attention envers les plus vulnérables, donc plus de financements pour l'adaptation.

Les effets des changements climatiques se poursuivent et les pollueurs ne semblent pas vouloir reculer malgré leurs discours et promesses. Autant donc donner les moyens aux populations les plus vulnérables de faire face à la situation. Le nouveau fonds pour les pertes et préjudices sera également un instrument important pour mobiliser des ressources, mais des problèmes subsistent.

Le fonds devra s'orienter vers des mécanismes de financement plus innovants pour atteindre l'échelle d'investissement nécessaire. Pour rappel, ce fonds a été créé à la CoP 27 en 2022 en Égypte. Beaucoup craignent que cette initiative ne connaisse le même sort que les autres, annoncées juste pour faire plaisir aux pays victimes des changements climatiques.

Edem Dadzie

Éducation / Don de livres

Professeur Gbenouga et les Éditions Continents sèment les graines de la lecture à Aného

« Il n'y pas d'éducation sans manuel scolaire, sans lecture », dixit le professeur Martin Dossou Gbenouga. Pour concrétiser sa conception, les Éditions Continents ont soutenu l'initiative éducative du professeur. Il s'est agi d'une remise de 400 œuvres littéraires, cérémonie tenue hier mardi 7 novembre 2023 à Aného, dans la préfecture des Lacs.

Une délégation conduite par le professeur Martin Dossou Gbenouga et un responsable des Éditions Continents, a fait le déplacement d'Aného, (à 69 km de Lomé) pour offrir des livres aux élèves du lycée d'Agouegan et du CEG Djeta. Ressortissant desdites localités, Jean-Marie Koffi Ewonou Tessi, ministre de l'Accès universel aux soins, y a pris part en soutien à son frère Gbenouga.

Au total 400 exemplaires d'ouvrages d'une valeur de plus d'un million cinq cent mille francs CFA ont été offerts à Gbenouga qui les a tous mis à la disposition desdits établissements scolaires. Outre les œuvres littéraires, le CEG Djeta a également bénéficié de matériels d'enseignement. « C'est une joie pour nous de pouvoir avoir à notre disposition des livres et des matériels qui vont permettre aux élèves d'enrichir leur connaissance, et à nous enseignants de mieux les aider dans l'acquisition du savoir. Comme vous pouvez le constater, les besoins de notre établissement sont criards. Nous espérons les bonnes volontés et l'appui des partenaires », a déclaré Daouda Bodé, directeur adjoint du CEG Djeta.

« Nous témoignons notre gratitude aux donateurs

car c'est la preuve que nous comptons pour eux. Nous promettons de faire bon usage des livres. Que votre geste et votre générosité inspirent les générations à venir. Merci à vous », a affirmé au nom des élèves, Raymonde Zopko, élève en classe de 3e.

Professeur titulaire de Littérature africaine, enseignant-chercheur au département de Lettres Modernes à l'Université de Lomé, directeur du Centre international de recherche et d'Étude de langues (plus connu sous le nom de Village du Bénin), auteur de plusieurs articles sur les littératures africaine et togolaise, le professeur Martin Dossou Gbenouga, tient aux valeurs continues dans les livres. « De plus en plus, la lecture fuit nos établissements scolaires. Nous nous sommes dit qu'il faut apporter un embryon de bibliothèque au lycée d'Agouegan et au CEG Djeta.

C'est à travers le livre que nos jeunes frères et sœurs peuvent se construire. Mon vœu le plus cher est que les responsables de ces établissements prennent soin des livres qui leur ont été donnés. Qu'ils puissent créer des clubs de lecture afin d'amener les élèves vers la lecture car on ne peut plus étudier sans lire.

Même si le livre électronique existe aujourd'hui, il faut nécessairement passer par la lecture », a déclaré Martin Dossou Gbenouga, natif et ressortissant d'Agouegan et de Djeta.

D'après Sébastien Vondoly,



Remise des livres

directeur général des Éditions Continents, « Nous sommes dans la ligne droite de notre projet de création de bibliothèque et de don d'ouvrages aux établissements scolaires publics et privés. Entamé en 2012, ce projet a permis de doter certains établissements scolaires d'ouvrages, avec le lycée de Tokoin. Le professeur Martin Gbenouga dirige un grand centre de référence en étude de langue, avec lequel les Éditions Continents ont signé un partenariat en juin 2023. Ceci a permis de l'accompagner dans ce projet visant à faire don de livres

aux écoles de sa localité. C'est un partenariat qui va au-delà du cadre étudiant », a-t-il confié.

« Quant aux bibliothèques, nous en avons créées au lycée d'Assahoun en 2014, au Complexe Scolaire Vic-

activités) et 2023.

Le travail de qualité leur a valu la distinction de Prix de l'édition africaine décerné par l'Association des écrivains de langue française (ADELF) le 18 mars 2023 à Paris, dans le cadre du Grand Prix Littéraire d'Afrique Noire.

Intelligentsia à Avépozo en 2016, au lycée de Kpodzi à Kpalimé en 2015, au CEG de Lassa-Nandadè à Kara. En 2014, nous avons doté la bibliothèque de l'état-major général des Forces armées togolaises (FAT), de plusieurs ouvrages, toujours dans le cadre de ce projet qui vise essentiellement à susciter l'envie de lire », a-t-il fait savoir.

Les Éditions Continents sont créées le 1er juillet 2011 à Lomé où elles sont basées. À ce jour, elles ont un catalogue de plus de 150 publications, seulement entre 2013 (début effectif des

Aujourd'hui les Éditions Continents publient des auteurs partout dans le monde. Du moins dans les quatre des cinq continents, à savoir l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et l'Asie, composés à 98% par de hautes personnalités, dont des anciens Premiers ministres, des ministres, avocats, d'éminents professeurs d'université, etc. Les Éditions Continents sont présentes aux salons et festivals du livre au Togo, en Afrique et en Europe. Elles participent actuellement au Salon du livre de Bénin.

Attipoe Edem Kodjo

Semaine de la Santé

L'Ordre national des médecins du Togo rapproche les professionnels de santé de la population

L'Ordre national des médecins du Togo a procédé le lundi 06 novembre 2023 à Lomé, au lancement de la Semaine de la Santé, événement dont l'objectif est de promouvoir la santé au sein des communautés.

La Semaine de la Santé sont des journées portes ouvertes initiées par des médecins togolais. Cette Semaine qui s'est ouverte le lundi 06 novembre 2023 prend fin le samedi 11 novembre 2023.

Plusieurs activités sont au



programme de ces journées portes ouvertes organisées par l'Ordre de médecins

du Togo. Réalisation d'électrocardiogrammes, des émissions avec d'imminents

spécialiste sur des thèmes relatifs à la santé, des dépistages des hépatites et des lésions précancéreuses, des conférences publiques ... sont entre autres les activités au programme de l'événement.

Lors du lancement de la Semaine de la Santé, lundi dernier, à la Maison des jeunes d'Amadahomé, s'est tenue une conférence inaugurale autour du thème central : « Santé communautaire, défis et Perspectives ».

Au cours de cette conférence, le professeur Beketi Katanga, président de l'ONMT, a rappelé que « ce rendez-vous des acteurs du système de santé de notre pays, une première en la matière, est motivé par le constat d'une insuffisance

de la gouvernance de notre système de santé. Ceci a été montré à suffisance par les récents événements liés aux morsures de serpents ».

« La population nous interpelle, entre autres, sur la qualité des soins, l'indisponibilité des médicaments, les dispositifs médicaux et sur les morts prématurés liés au dysfonctionnement de notre système de santé. Et ce d'autant plus que la pandémie de la Covid-19 a mis à nu les limites des capacités de résilience de notre système de santé », a-t-il déclaré.

La Semaine prend fin le 11 novembre par une marche rapide à travers la ville de Lomé.

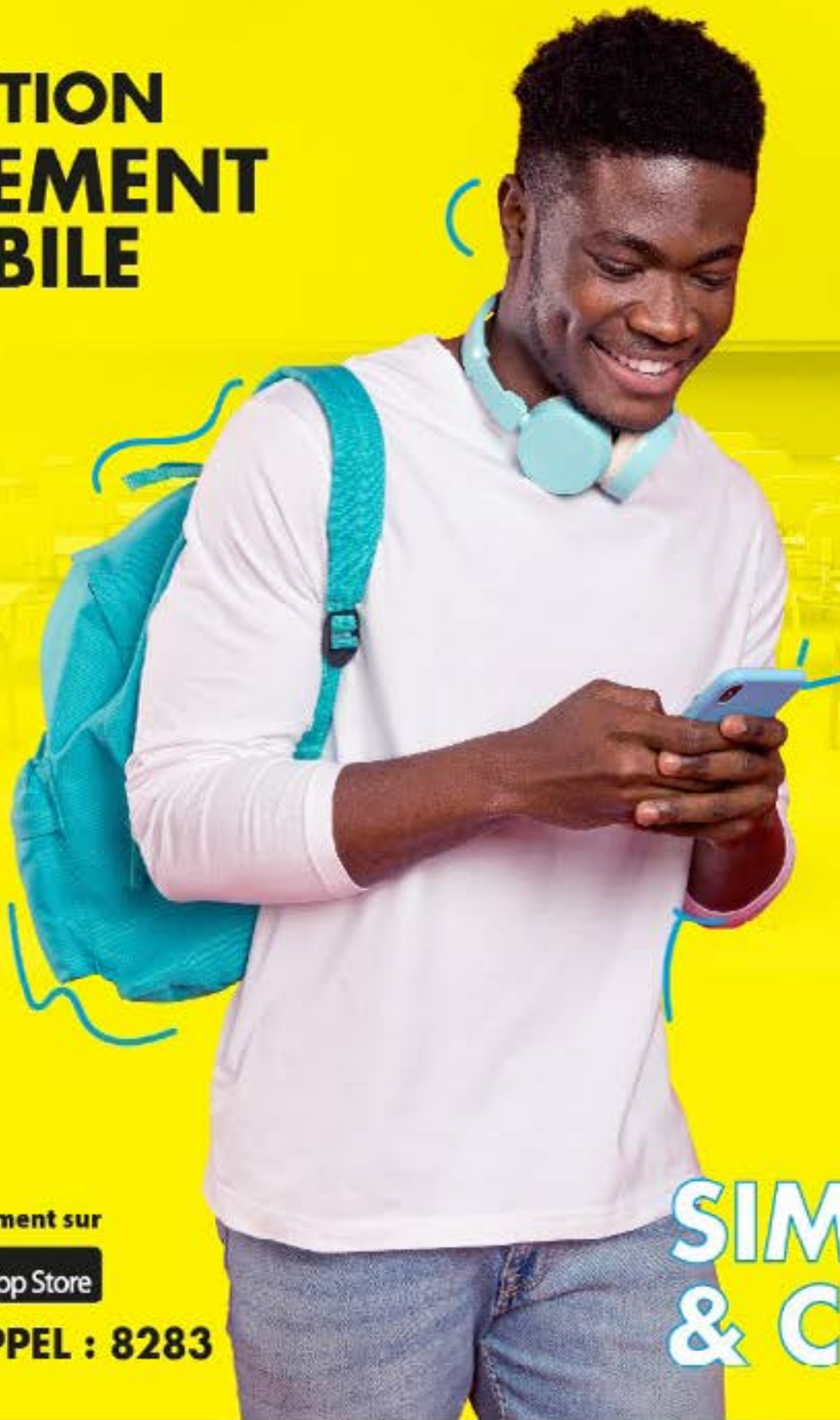
TM



CORIS MONEY
Simple et cool !

PAYEZ VOS FRAIS UNIVERSITAIRES VIA CORIS MONEY

LA **SOLUTION**
DE **PAIEMENT**
MOBILE



ONY Credit

Disponible gratuitement sur



CENTRE D'APPEL : 8283

SIMPLE & COOL

par  **CORIS BANK**